

Le parti libéral dirige le pays depuis 1963, soit depuis dix ans. Le premier ministre occupe ce poste depuis 1968. Notre parti avait prévenu le gouvernement et le pays que la guerre des Six jours et la situation incertaine qui en découlait laissent prévoir que nous ne pourrions plus compter à jamais sur une source garantie de pétrole au Moyen-Orient; il fallait donc envisager la construction d'un oléoduc. Même l'exposé de principe du gouvernement déposé à la Chambre des communes l'été dernier, ce qu'on a dit être la première politique énergétique, mais qui n'était rien de mieux qu'une dissertation sur divers problèmes, donnait les raisons pour ne pas construire d'oléoduc. Nous sommes aujourd'hui en pleine crise, véritablement une crise de direction, un refus de responsabilités et les suites de négligences, et soudain on parle d'oléoduc, lequel, dans l'esprit du gouvernement, n'a qu'une valeur rhétorique. L'objectif premier d'une politique nationale doit être d'assurer des approvisionnements en pétrole à tout le Canada. Nous pouvons espérer en avoir l'assurance seulement si la source des approvisionnements est canadienne.

Le parti conservateur estime qu'une politique nationale doit pouvoir assurer ces approvisionnements, et à un prix raisonnable. Le Canada doit avoir pour objectif de se suffire à lui-même. De fait, le Canada pourra dans la prochaine décennie réaliser cet objectif, non pas parce que le gouvernement actuel a agi mais parce qu'il aura été désarçonné et remplacé par un gouvernement prêt à agir.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baker:** Je comprends le chahut de l'autre côté. Je suis heureux de voir qu'ils sont éveillés. C'est bien la première fois, depuis la semaine dernière. Je dois vous dire, monsieur l'Orateur, que ce grand objectif de se suffire à soi-même est un but non pas éloigné mais bien à la portée de la main. Le seul obstacle entre nous et sa réalisation, le seul obstacle évident, c'est la négligence trop prolongée et continue du gouvernement Trudeau.

Nous avons de la chance au Canada car nous vivons dans une région où de fait nous pouvons suffire à nos besoins en pétrole brut. Si nous avons atteint ce stade dans notre développement, c'est grâce à la politique nationale du pétrole de 1961 mise en œuvre par le gouvernement du très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker). Cette initiative fut la plus importante de toutes dans la mise en valeur de nos ressources pétrolières au Canada. Elle nous a permis de faire l'exploitation de nos ressources et de la mener à son stade actuel. Je tiens à faire remarquer également que depuis 1969 notre parti, comme en fait foi le compte rendu des débats, a préconisé le prolongement de l'oléoduc interprovincial depuis l'Ontario jusqu'au Québec. Nous avons préconisé cette mesure non seulement pour accroître notre autarcie, mais parce que nous avons observé en 1969 la perspective d'une réduction des approvisionnements étrangers en pétrole du côté du Moyen-Orient.

Pour parler franchement, monsieur l'Orateur, si le parti conservateur progressiste avait exercé la responsabilité du gouvernement à ce moment-là, cet oléoduc serait maintenant une réalité. Le fait qu'il ne soit pas prolongé aujourd'hui constitue un monument de négligence, de sottise et de manque d'initiative de ce gouvernement. Ce fait, peut-être plus que toute autre raison invoquée dans le débat en cours, démontre pourquoi le gouvernement actuel ne mérite pas de gouverner, et n'est pas apte à gouverner. On

#### *Approvisionnement en énergie—Loi*

ne devrait pas lui confier les pouvoirs qu'il réclame dans le bill sous sa forme actuelle.

Nous voyons maintenant le premier ministre favoriser le prolongement de l'oléoduc jusqu'à Montréal. Quel revirement. Il était contre ce projet en 1969. Il était contre en 1970. Il était contre en 1971. Il était contre en 1972. Il était contre même au printemps de 1973. Et puis il a pratiqué son habituelle volte-face. Nous le voyons maintenant faire des discours à ce sujet, disant comme c'est une idée merveilleuse. Eh bien, monsieur l'Orateur, la plupart des Canadiens ne se laisseront pas duper par ce genre d'absurdité. Sur la question de l'énergie, le gouvernement et le premier ministre actuels ont agi comme une girouette tournant à tous les vents, non conséquents quant à la direction dans laquelle se fixer. Le vent le plus fort qui l'a fait tourner il n'y a pas longtemps fut celui qui souffle dans le parti qui siège à ma gauche.

Aussi regrettable que cela soit pour tous les Canadiens, monsieur l'Orateur, le dossier de négligence du gouvernement en matière d'autarcie canadienne et de sécurité de l'approvisionnement pour les Canadiens, nous fournit un autre exemple montrant comment le gouvernement Trudeau n'a pas su prendre la réalité en main et n'a pas su agir. Que l'on ne se méprenne pas à cet égard. Rien ne nous porte à croire que notre avertissement de 1969 n'était pas alors justifié, ou qu'il ne l'est pas maintenant. En fait, les événements ont prouvé que nous avions raison à l'époque. Nous invitons le gouvernement à ne pas attendre jusqu'en 1975, mais à faire dès maintenant quelque chose pour construire ce pipe-line.

Parce qu'on a laissé pourrir la situation, nombreux seront les Canadiens des provinces de l'Atlantique, du Québec et peut-être d'autres régions du Canada qui vont souffrir, cet hiver, à cause de la hausse des prix. Les Canadiens de l'Est et d'autres dans notre pays commencent à se rendre compte combien stériles en initiatives et en décisions sont les paroles du premier ministre. A cause de cette négligence, de nombreux Canadiens des provinces de l'Atlantique, du Québec et d'autres régions du Canada vont souffrir cette année. Nous avons demandé que les consommateurs de fuel bénéficient d'un système de subventions, car ce sont eux qui ont besoin d'être protégés et aidés face à cette montée des prix.

Il ne fait aucun doute qu'à cause de nombreux facteurs, dont le moindre n'est pas la négligence du gouvernement, il y aura, du fait de la situation pétrolière, des augmentations de prix qui seront imposées au Canadiens durant l'année. Nous sommes d'avis que ces augmentations devraient être échelonnées. Notre politique pétrolière prône que les Canadiens n'aient pas à payer le prix mondial pour les produits du pétrole. Notre politique vise également à ce que le prix des produits du pétrole ne divise pas le Canada en deux. Notre parti croit en un régime de prix unique à l'échelle du Canada et estime que, par son exposé dans le cadre de ce débat il y a quelques jours, le premier ministre a divisé le Canada en deux pour ce qui est des prix, qu'il a créé une scission au sein du pays, scission dont les députés libéraux du Québec et des provinces de l'Atlantique n'ont pas saisi l'importance; ils sont restés sans rien dire à leur banquette, ils ont défendu le gouvernement comme seules des nullités savent le faire, ils ont vendu leur province et renié ceux qu'ils étaient censés représenter.